



CHAPITRE 56

Loi modifiant la Loi des architectes

[Sanctionnée le 30 janvier 1953]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 272,
a. 6, am.

1. L'article 6 de la Loi des architectes (Statuts refondus, 1941, chapitre 272) est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 2, le suivant:

Citoyen-
neté re-
quise.

"3. Nonobstant les dispositions de la présente loi, nul ne pourra, après le 16 décembre 1952, être admis comme membre de l'Association, à moins qu'il ne soit citoyen canadien. La disposition ci-dessus ne s'applique pas aux architectes qui remplissent les conditions prévues au paragraphe 2 du présent article, et qui sont engagés comme professeurs à la section d'architecture de l'École des Beaux-Arts de Montréal ou à l'École d'Architecture de l'Université McGill et ce, seulement pour la période de leur engagement; elle ne s'applique pas non plus, à la discrétion du Conseil, aux architectes qui ne sont pas citoyens canadiens, mais auxquels peut-être accordé un permis d'exercice temporaire, suivant le troisième alinéa de l'article 12."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 56

An Act to amend the Architects' Act

[Assented to, the 30th of January, 1953]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 6 of the Architects' Act R.S., c. 272, is amended by adding thereto, after subsection 2, the following:

"3. Notwithstanding the provisions of this act, no one may, after the 16th of December, 1952, be admitted as member of the Association, unless he be a Canadian citizen. The above provision shall not apply to architects fulfilling the conditions contemplated in subsection 2 of this section, and who are engaged as professors at the architecture department of the School of Fine Arts of Montreal or at the School of Architecture of McGill University, and this only during the period of their engagement; it shall not apply either, at the discretion of the council, to architects who are not Canadian citizens, but to whom a temporary license to practise may be granted, according to the third paragraph of section 12."

Citizen-
ship re-
quired.

2. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.